

Les enseignants et la refondation de l'école primaire

Etude *Harris Interactive* pour le SNUipp

Consultation papier réalisée du 11 septembre au 11 novembre 2012 auprès des enseignants du primaire public. 23 444 enseignants ont répondu à cette consultation. Les questionnaires furent distribués par les militants du SNUipp aux enseignants d'écoles primaires publiques.

*_**

A la demande du *Syndicat National Unitaire des Instituteurs et Professeurs des écoles et PEGC (SNUipp)* et dans un contexte de discussion entre le gouvernement et les acteurs du monde éducatif dans la cadre de la réforme du système scolaire, **Harris Interactive – par l'entremise du SNUipp – a interrogé les enseignants en école primaire publique afin de mieux cerner leurs perceptions de l'école, de sa refondation ainsi que de leur métier d'enseignant et de ses évolutions.**

Que retenir de cette enquête ?

- **L'école primaire jouit d'une bonne image auprès d'une majorité des enseignants¹**, qui jugent alors son fonctionnement global comme bon, même si **certaines missions de l'École qu'ils jugent comme importantes, ne demeurent pas, selon eux, totalement remplies ;**
- Pour autant sur le plan individuel, la situation apparaît relativement sombre pour les enseignants, qui dénoncent une **mauvaise image de leur métier dans la société**, des **conditions de travail difficiles et dégradées**, ainsi qu'un **manque de ressources pour assurer la réussite de leurs élèves**, même si ce métier reste, pour une majorité d'entre eux, **passionnant ;**

¹ Dans cette note, il faudra comprendre, par ce terme, « enseignants ayant répondu à la consultation ».

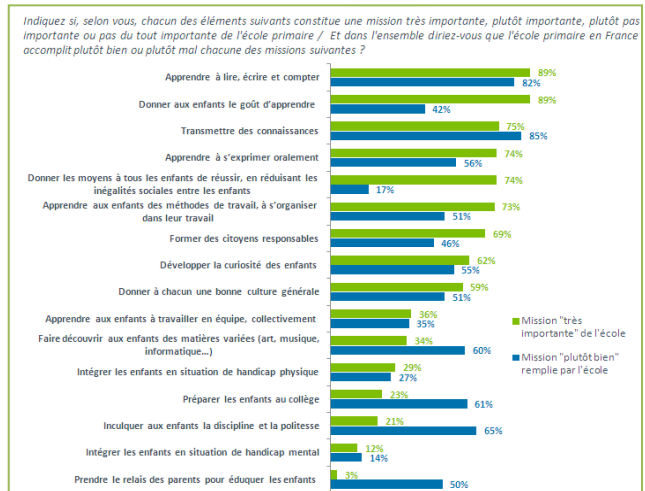
- Si les enseignants **plébiscitent, sur le principe, une réforme de l'école primaire**, une majorité d'entre eux souhaiterait qu'elle **se concentre sur les aspects qui fonctionnent le moins**, fixant alors comme principales priorités la **baisse du nombre d'élèves par classe**, la **refondation de la formation des enseignants** ou encore le **principe de plus de maîtres que de classes** ;
- Face à la **réforme des rythmes scolaires**, les enseignants déclarent **manquer d'information**. Un enseignant sur deux se déclare favorable au principe de l'ajout d'une demi-journée d'école par semaine, reste que ni l'ajout de cette demi-journée le mercredi matin ou le samedi matin ne convainc une majorité (34% étant favorables à l'ajout d'une demi-journée le mercredi matin et 27% au samedi matin). Ils soulignent également le fait que cette réforme **doit être accompagnée d'autres mesures**.

Dans le détail :

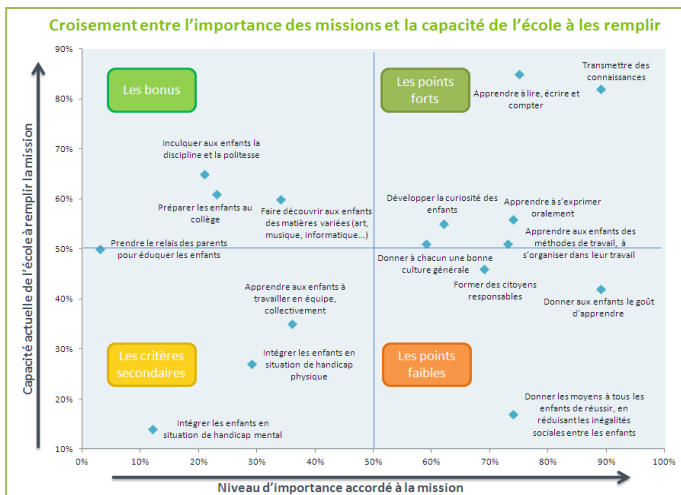
L'école primaire jouit d'une bonne image auprès d'une majorité des enseignants, qui jugent alors son fonctionnement global comme bon, même si certaines missions de l'Ecole qu'ils jugent comme importantes, ne demeurent pas, selon eux, totalement remplies

65% des enseignants consultés indiquent avoir une bonne image de l'école primaire aujourd'hui, mais considèrent en revanche, pour 61% d'entre eux, que les Français en ont une mauvaise image. Cette image se serait même dégradée en France au cours des dernières années pour 93% d'entre eux, un tiers estimant même qu'elle se serait fortement dégradée. 72% jugent ensuite comme bon le fonctionnement de l'école maternelle, cette proportion descendant à 52% lorsqu'il s'agit de celui de l'école élémentaire.

Plus précisément, les enseignants considèrent certaines des missions importantes de l'école primaire comme étant actuellement plutôt bien remplies par le système éducatif, notamment le fait d'apprendre aux élèves à lire, écrire et compter, la transmission des connaissances, l'apprentissage de l'expression orale, le développement de la curiosité des enfants et l'apprentissage de méthodes de travail. L'accomplissement d'autres missions qu'ils jugent comme importantes reste cependant à améliorer et en tout premier lieu le fait de donner les moyens à tous les enfants de



réussir, mais également donner aux enfants le goût d'apprendre, former des citoyens responsables et donner à chacun une bonne culture générale. Notons qu'inculquer aux enfants la discipline et la politesse, les préparer au collège, leur faire découvrir des matières variées et prendre le relais des parents pour les éduquer sont en revanche perçues comme des missions plutôt bien remplies par l'école primaire aujourd'hui même si elles ne constituent pas vraiment une priorité pour les enseignants. Enfin, l'intégration des élèves en situation de handicap, notamment mental, et dans une moindre

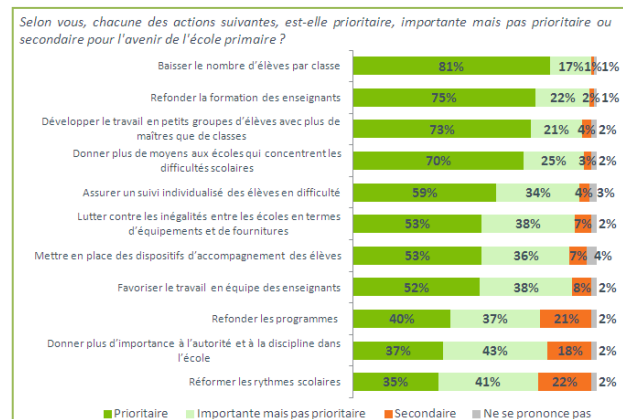


mesure l'apprentissage du **travail en équipe** sont jugés comme des objectifs que l'école actuelle échoue à atteindre, même s'il ne s'agit pas vraiment, selon les enseignants, d'actions prioritaires aujourd'hui pour l'école primaire.

Si les enseignants plébiscitent le principe d'une réforme de l'école primaire, une majorité d'entre eux souhaiterait qu'elle se concentre sur les aspects qui fonctionnent le moins, fixant alors comme principales priorités la baisse du nombre d'élèves par classe, la refondation de la formation des enseignants ou encore le principe de plus de maîtres que de classes.

Si près de neuf enseignants sur dix souhaitent qu'une réforme de l'école primaire soit engagée (89%), leur position apparaît moins tranchée sur les contours que cette réforme devrait prendre. Ainsi, 61% des enseignants déclarent préférer qu'elle se concentre sur les aspects qui fonctionnent le moins bien actuellement quand 38% souhaitent au contraire que la totalité du fonctionnement actuel soit revu.

La baisse du nombre d'élèves par classe apparaît alors comme la mesure jugée la plus prioritaire pour l'avenir de l'école primaire (81%), devant la refondation de la formation des enseignants (75%), le développement du travail en petits groupes d'élèves avec plus de maîtres que de classes (73%) et l'attribution de plus de moyens aux écoles qui concentrent les difficultés scolaires (70%). Dans une moindre mesure, les enseignants citent le suivi individualisé des élèves en difficulté (59%), la lutte contre les inégalités entre écoles en termes d'équipements et de fournitures (53%), la mise en place de dispositifs d'accompagnement des élèves (53%) et la favorisation du travail en équipe des enseignants (52%). La refondation des programmes, la mise en valeur de l'autorité et de la discipline dans l'école et la réforme des rythmes scolaires ne sont jugées prioritaires que par une minorité des enseignants consultés.



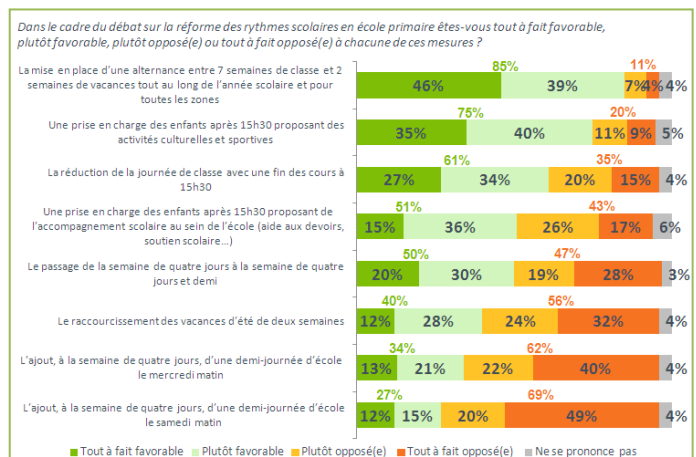
Plus spécifiquement, notons que la question des cycles n'est remise en cause que par moins d'un tiers des enseignants. En revanche, concernant l'aide personnalisée, les enseignants attendent une évolution du dispositif : 61% d'entre eux estiment qu'elle devrait être intégrée aux temps d'apprentissage, 30% qu'elle devrait être abandonnée et 6% qu'elle devrait perdurer dans sa forme actuelle. Interrogés également sur les évaluations nationales, sept enseignants sur dix souhaiteraient qu'elles servent à comprendre la nature des difficultés et des réussites des élèves en début d'année, alors qu'un quart d'entre eux souhaite qu'elles permettent de faire le bilan des acquis en fin d'années (l'utilisation de ces évaluations pour faire un palmarès des écoles n'étant retenue que par 2% des répondants).

Enfin, sur le principe du « plus de maîtres que de classes » (que les enseignants situent parmi les mesures les plus prioritaires), **des mesures d'accompagnement et d'encadrement sont attendues**. En effet, plus de huit enseignants sur dix souhaiteraient que ce dispositif permette de favoriser le travail en équipe des enseignants (92%), qu'il s'accompagne d'une formation (92%), qu'il concerne des enseignants volontaires et expérimentés (89%), que ces enseignants soient affectés dans les zones difficiles (86%) et que les équipes soient libres d'affecter ces enseignants supplémentaires aux missions qu'elles souhaitent (83%).

Soulignons qu'au-delà du type de mesures envisagé, **les enseignants soulignent la place qui doit être accordée à l'intérêt des élèves parmi ces différents enjeux, 82% d'entre eux attendant des syndicats qu'ils défendent à la fois leurs intérêts mais aussi celui des élèves** dans le cadre de cette refondation de l'école.

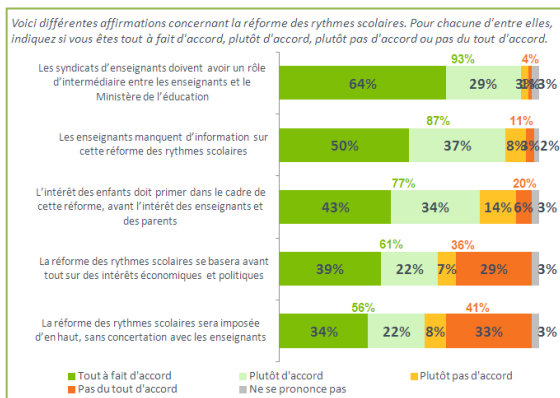
Face à la réforme des rythmes scolaires, les enseignants déclarent manquer d'information et se montrent pour moitié favorables au principe de l'ajout d'une demi-journée d'école par semaine, soulignant également le fait que cette réforme doit être accompagnée d'autres mesures

Amenés à s'exprimer sur les différentes composantes potentielles de la réforme des rythmes scolaires, les enseignants s'expriment avant tout en faveur de la mise en place d'une alternance en 7 semaines de cours et 2 semaines de vacances (85%), devant la réduction de la journée de classe avec une fin de cours à 15h30 (61%), avec une nette préférence pour que soient ensuite proposées des activités culturelles et sportives aux enfants - 75% - plutôt qu'un accompagnement scolaire, 51%). Sur le principe, la moitié des enseignants indique



être favorable au passage de la semaine de 4 jours à 4 jours et demi, reste que ni l'ajout de cette demi-journée le mercredi matin ou le samedi matin ne convainc une majorité (34% étant favorables à l'ajout d'une demi-journée le mercredi matin et 27% au samedi matin). Enfin, le raccourcissement des vacances d'été est également rejeté par une – petite – majorité (56%).

Plus globalement, face à ce projet de réforme, **87%** des enseignants déclarent avoir le sentiment de **manquer d'information** sur cette réforme et une majorité déclare craindre qu'elle soit avant tout basée sur des **intérêts économiques et politiques** et qu'elle soit **imposée « d'en haut »**. Ils souhaitent par ailleurs que **l'intérêt des élèves** prime sur celui des enseignants et des parents (77%). Dans ce contexte, les enseignants expriment **une forte attente à l'égard des syndicats d'enseignants,**



93% d'entre eux souhaitant les voir jouer un rôle d'intermédiaire entre eux et le Ministère de l'Éducation nationale dans le cadre des négociations sur la réforme des rythmes scolaires.

Enfin, cette réforme des rythmes scolaires devrait - selon les enseignants - être accompagnée d'autres mesures, comme la **redéfinition des dispositifs d'aide (92%)** et la **revalorisation de leur salaire (86%)**. Une majorité estime aussi qu'elle devrait aller de pair avec une **redéfinition du nombre d'heures d'enseignement pour**

les élèves au cours de l'année (72%), d'une révision des programmes (72%) et, dans une moindre mesure, d'un allègement du temps de service des enseignants (57%).

Sur le plan individuel, la situation apparaît relativement sombre pour les enseignants, qui dénoncent une mauvaise image de leur métier dans la société, des conditions de travail difficiles et dégradées, ainsi qu'un manque de ressources pour assurer la réussite de leurs élèves, même si ce métier reste, pour une majorité d'entre eux, passionnant

82% des enseignants ont le sentiment que **leur métier jouit aujourd'hui d'une mauvaise image** dans la société, et **93% considèrent que cette image s'est détériorée au cours des dernières années**, dont 40% qu'elle s'est fortement détériorée. Notons malgré tout que **les relations avec les parents ne semblent pas constituer un point de tension majeur dans la vie des enseignants**, 75% indiquant être satisfaits du dialogue qu'ils entretiennent avec les parents d'élèves et une majorité estimant qu'ils assument globalement bien leur rôle : 68% des enseignants considèrent qu'ils ne sollicitent ni trop, ni pas assez, 59% qu'ils n'interviennent ni trop, ni pas assez dans la vie de l'école et 50% qu'ils ne s'intéressent ni trop, ni pas assez à la réussite de leurs enfants (ce dernier point étant le plus négatif avec 39% des enseignants déclarant que les parents d'élèves ne s'y intéressent pas assez). De plus, on a vu que dans les composantes de leur travail quotidien, les trois-quarts des enseignants interrogés déclarent être plutôt satisfaits du dialogue entre enseignants et parents d'élèves dans leur école.

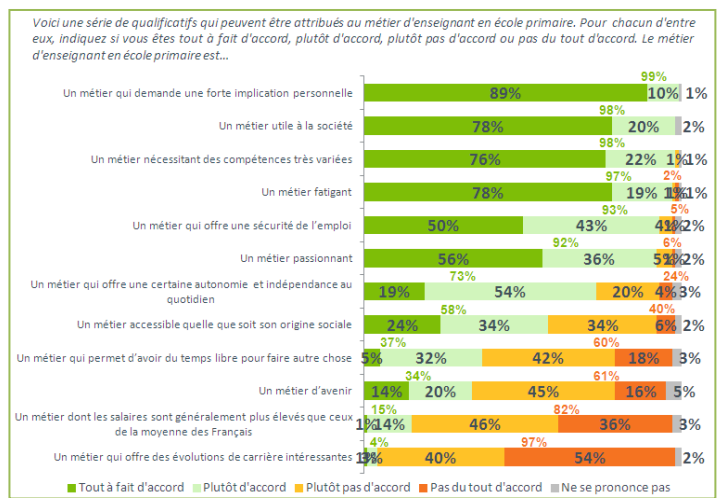
S'ils ont le sentiment que leur métier jouit aujourd'hui d'une mauvaise image, huit enseignants consultés sur dix qualifient également **leurs conditions de travail de mauvaises**, et dénoncent quasi-unaniment une dégradation de ces conditions de travail au cours des dernières années (96%, dont 40% « fortement dégradées »). Pour ces 96% des enseignants, **les causes de cette dégradation résident principalement dans le nombre croissant d'élèves par classe (40%), le comportement des élèves (30%), l'accroissement des tâches administratives (30%) et le rythme de travail intensifié (26%)**. Viennent ensuite la présence réduite des autres professionnels éducatifs comme les RASED et les psychologues

scolaires (25%), l'émergence d'une logique économique et comptable de l'école primaire (25%), la baisse d'implication des parents (25%), la baisse du nombre d'enseignants (24%) et la désacralisation de l'école primaire avec la remise en cause de son rôle au sein de la société (20%). La place croissante accordée à l'évaluation, le manque de moyens financiers et le manque de moyens matériels ne sont cités que par un enseignant sur dix ou moins.

Plus globalement, les enseignants **dénoncent également un manque de ressources nécessaires pour assurer la réussite de leurs élèves**. En premier lieu, ils estiment ne pas avoir assez d'aide de la part d'autres professionnels comme les RASED (90%), avant de souligner le manque de temps (81%), de formation continue (77%), de moments pour travailler en équipe (73%), ou dans une moindre mesure d'équipements et de matériel (53%).

Aujourd'hui, lorsqu'ils évoquent leur situation dans l'école où ils enseignent, une part importante des enseignants se déclare **satisfaite de la relation avec les élèves (90%), de l'ambiance au sein de l'école (84%)** et dans une moindre mesure de l'état des locaux scolaires (64%). **L'aide aux élèves en difficulté et la charge de travail quotidienne ressortent en revanche comme des points d'insatisfaction plus saillants** (respectivement 77% et 75% d'insatisfaits), suivis par le remplacement des enseignants absents (69%), le nombre d'élèves par classe (64%), l'usage des nouvelles technologies (62%) et les effectifs de personnels non-enseignants (59%).

Enfin, les enseignants définissent principalement leur métier comme **un métier qui demande une forte implication personnelle (99% dont 89% « tout à fait »), des compétences variées (98% dont 76%), fatigant (97% dont 78%), mais utile à la société (98% dont 78%), offrant la sécurité de l'emploi (93% dont 50%) et passionnant (92% dont 56%)**. L'autonomie au quotidien (73%) et l'accessibilité quelle que soit son origine sociale (58%) sont également évoquées par la majorité des enseignants. En revanche, la plupart des enseignants estiment qu'il ne s'agit pas d'un métier qui offre des perspectives de carrière intéressantes (97% « pas d'accord », dont 54% « pas du tout d'accord »), d'un métier dont le salaire est plus élevé que celui de la moyenne des Français (82% dont 36%), d'un métier d'avenir (61%) ni d'un métier qui laisse du temps libre pour faire autre chose (60%).



* _ * _ * _ * _ * _ * _ * _ * _ * _ * _ * _ * _ * _ * _ * _ *

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe – 39 Rue Crozatier– 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique – Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr